



European Union
Statement

WHO

150th Executive Board

(24-29 January 2022)

Item 18 - WHO Implementation Framework for Billion 3

Geneva, 28 January 2022

[ENGLISH VERSION]

WHO

150th Session of the Executive Board

Item 18: WHO Implementation Framework for Billion 3

EU Statement

Chair,
Director-General,
Members of the Executive Board,
Colleagues,

I have the honour to speak on behalf of the European Union and its Member States.

The Candidate Countries Montenegro* and Albania*, the country of the Stabilisation and Association Process and potential candidate Bosnia and Herzegovina, and Georgia align themselves with this statement.

We want to thank the Secretariat for the report on the Global Strategy for food safety. We welcome its recognition of the fundamental role of Codex Alimentarius. Not only its principles and the importance of its guidelines for food safety in general, but also for the adoption and implementation of the strategy.

* Montenegro and Albania continue to be part of the Stabilisation and Association Process.

We want to stress the importance of a One Health approach for reaching food safety globally. We recognize that apart from microbiological and chemical food safety, also the spread of AMR in the whole food chain, and the presence of resistant micro-organisms in food are a big challenge. The reduction of the overall use of antimicrobials and phasing out the use as growth promoters in production animals are key elements in the strategy to protect public health.

We agree with the strategy putting the primary responsibility for food safety with the food producer, but want to underline the role of national governments for enforcement, which translates in the report as the food safety system and food control system.

The EU and its Member States recognize the increasing complexity of the globalized ‘food system’ including a diversity of actors, policy areas, risks, and global trade. This must be managed by effectively guaranteeing traceability and controls in all phases of the production and in the supply chain, both domestically and international food trade.

We support the decision to adopt the strategy, but note that the implementation of the Strategy with a country-specific roadmap, should only be pursued if national circumstances so require.

The EU and its MS also welcome the initiative of WHO to continue the work on the management of the risks associated with the sale of live animals in traditional food markets. We want to underscore how the importance to work in close collaboration with FAO, OIE and UNEP, considering the gaps in the veterinary systems concerning wildlife and the effects on biodiversity on wildlife consumption.

We recognize the importance of traditional markets in many countries and regions. We are, at the same time, aware of the possible increase of a risk of outbreaks of zoonotic diseases. We believe that these risks can be mitigated by improved guidance on traditional food markets. The scope of the guidance should be expanded as appropriate, for example by not limiting it to farmed or wildlife animals.

The work should provide practical tools, technical and financial assistance to countries to guarantee its practical implementation. It is important to take the regional and local circumstances into account and to build up on the regional experiences. And once again, to ensure success, the WHO should jointly work with UNEP, FAO, OIE and with other relevant UN institutions, such as Codex Alimentarius. Also the expert advice of OHHLEP and other relevant expert groups should guide the work. Consideration should be given to the availability of data delivered by on-going programs, such as ERRAZE, PREZODE or ZODIAC.

The reduction of the public health risk associated to food markets is an essential element of an effective pandemic preparedness and response. We therefore request a timeline for an update or follow up on the guidelines with the latest evidence, including additional guidance for the practical implementation of the six recommendations and a more thorough risk assessment. We would also appreciate a timeline for an implementation plan by the Secretariat to support countries and request a regular update on this topic, as the Secretariat sees fit.

Thank you chair.

[FRENCH VERSION]

150^e session du Conseil exécutif de l'OMS, Janvier 2022

Points de l'ordre du jour : 18 Cadre de mise en œuvre de l'OMS pour le troisième milliard

==DÉCLARATION UE==

M. le Président, M. le Directeur général, Chers Membres du Conseil d'administration, Chers collègues, J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres. Le Monténégro et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et la Géorgie se rallient à cette déclaration.

Nous souhaitons remercier le Secrétariat pour le rapport sur la stratégie mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments. Nous nous félicitons qu'il reconnaisse le rôle fondamental du Codex Alimentarius. Non seulement ses principes et l'importance de ses directives pour la sécurité sanitaire des aliments en général, mais aussi pour l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie.

Nous voulons souligner l'importance d'une approche "Une seule santé " pour atteindre la sécurité sanitaire des aliments au niveau mondial. Nous reconnaissons que, outre la sécurité microbiologique et chimique des aliments, la propagation de la résistance aux antimicrobiens (AMR) dans l'ensemble de la chaîne alimentaire et la présence de micro-organismes résistants dans les aliments constituent un défi majeur. La réduction de l'utilisation globale des antimicrobiens et l'élimination progressive de leur utilisation comme facteurs de croissance chez les animaux d'élevage sont des éléments clés de la stratégie pour protéger la santé publique.

Nous approuvons la stratégie en ce qu'elle attribue la responsabilité première de la sécurité sanitaire aux producteurs de denrées alimentaires, mais nous tenons à souligner le rôle des gouvernements nationaux dans l'application de la législation, ce qui est traduit dans le rapport à travers le système de sécurité sanitaire et le système de contrôle des aliments.

L'UE et ses États membres reconnaissent la complexité croissante du "système alimentaire" mondialisé, qui comprend une diversité d'acteurs, de domaines politiques, de risques et d'échanges commerciaux mondiaux. Pour gérer cela, il faut garantir efficacement la traçabilité et les contrôles dans toutes les phases de la production et dans la chaîne d'approvisionnement, tant au niveau national qu'au niveau du commerce international des aliments.

Nous soutenons la décision d'adopter la stratégie, mais notons que la mise en œuvre de la stratégie avec une feuille de route spécifique à chaque pays, ne devrait être poursuivie que si les circonstances nationales l'exigent.

L'UE et ses États membres saluent également l'initiative de l'OMS de poursuivre les travaux sur la gestion des risques associés à la vente d'animaux vivants sur les marchés alimentaires traditionnels. Nous souhaitons souligner combien il est important de travailler en étroite collaboration avec la FAO,

l'OIE et le PNUE, compte tenu des lacunes des systèmes vétérinaires concernant la faune sauvage et des effets sur la biodiversité de la consommation d'animaux sauvages.

Nous reconnaissons l'importance des marchés traditionnels dans de nombreux pays et régions. En même temps, nous sommes conscients de l'augmentation possible du risque d'émergence de maladies zoonotiques. Nous pensons que ces risques peuvent être atténués par de meilleures lignes directrices sur les marchés alimentaires traditionnels. Le champ d'application de ces lignes directrices devrait être élargi comme il convient, par exemple en ne le limitant pas aux animaux d'élevage ou aux animaux sauvages.

Les travaux devraient fournir des outils pratiques ainsi qu'une assistance technique et financière aux pays pour garantir leur mise en œuvre concrète. Il est important de prendre en compte les circonstances régionales et locales et de s'appuyer sur les expériences régionales. Et une fois de plus, pour pouvoir réussir, l'OMS devrait travailler conjointement avec le PNUE, la FAO, l'OIE et d'autres institutions des Nations unies concernées, comme le Codex Alimentarius. L'avis du Panel d'experts de haut niveau « Une seule santé » et des autres groupes d'experts concernés devrait également guider les travaux. Il convient de tenir compte de la disponibilité des données fournies par les programmes en cours, tels qu'ERRAZE, PREZODE ou ZODIAC.

La réduction du risque pour la santé publique associé aux marchés alimentaires est un élément essentiel d'une préparation et d'une réponse efficaces aux pandémies. Nous demandons donc un calendrier pour une mise à jour ou un suivi des lignes directrices avec les dernières preuves, y compris des conseils supplémentaires pour la mise en œuvre pratique des six recommandations et une évaluation des risques plus approfondie. Nous souhaiterions également un calendrier pour un plan de mise en œuvre par le Secrétariat afin de soutenir les pays et demandons une mise à jour régulière sur ce sujet, comme le Secrétariat le juge nécessaire.

Merci Monsieur le président.